

Faits marquants de la CdP 16 à la CLD : Mardi 3 décembre 2024

Pour cette dernière journée du Segment spécial de haut niveau, les ministres et autres responsables sont passés d'un dialogue à l'autre à l'occasion de la 16^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CdP 16 à la CLD). Le matin, le dialogue ministériel a abordé le financement de la restauration des terres et de la résilience à la sécheresse. Le dialogue de l'après-midi était quant à lui consacré à la relation entre la dégradation des terres, la sécheresse, les migrations, la sécurité et la prospérité. Le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) et le Comité de la science et de la technologie (CST) ont également tenu leurs premières réunions.

Dialogue ministériel

Débloquer des financements publics et privés pour la restauration des terres et la résilience à la sécheresse : Ce dialogue a été coprésidé par Aziz Abdukhakimov, Ministre de l'Écologie d'Ouzbékistan, et Pasi Hellman, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères de Finlande.

Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CLD, a déclaré que d'ici 2050, il faudra produire deux fois plus de nourriture. Il a déclaré qu'il faut mobiliser 1 milliard de dollars américains (USD) par jour pour contribuer à la restauration des terres d'ici 2030, tout en attirant l'attention sur le fait que 2,6 billions USD sont dépensés chaque année pour subventionner des activités nuisibles à l'environnement.

Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a souligné que la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) représente 23 000 milliards USD d'ici 2050. Il a souligné que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds d'adaptation offrent des opportunités importantes, que les finances publiques constituent un potentiel inexploité et que les banques ont identifié de nouveaux risques liés aux divulgations financières en lien à la nature.

Muhammad Sulaiman al Jasser, Président de la Banque islamique de développement (BIsD), a signalé que plus de 5 milliards USD ont été mobilisés par la Banque à partir des marchés de capitaux privés pour lutter contre la dégradation des terres, la sécheresse et la pénurie d'eau. Il a mis en lumière l'engagement de la BIsD à verser plus d'un milliard USD au Partenariat de Riyad pour la résilience à la sécheresse.

Abdulhamid Alkhalifa, Président du Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a déclaré que le Fonds de l'OPEP a alloué 34% de ses financements à l'action climatique en 2023, avec pour objectif d'atteindre 40% d'ici 2030. Il a appelé les secteurs public et privé à aligner leurs cadres de travail pour réduire les risques à l'investissement et renforcer l'attrait de la Gestion durable des terres (GDT).

Mahmoud Mohieldin, Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'Agenda 2030, a mis l'accent sur le financement, la technologie et le changement des comportements, et a souligné qu'il est essentiel de s'attaquer au régime foncier, car 30% de la population mondiale ne dispose pas de droits fonciers.

Simon Stiell, Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a attiré l'attention sur l'objectif de financement climatique convenu lors de la CdP 29 à la CCNUCC. Il a déclaré que les banques multilatérales de développement ont un rôle crucial à jouer dans les finances publiques et devraient déployer des fonds en tandem avec les ambitions nationales en matière de mise en œuvre des Conventions de Rio.

Muhammad Sulaiman al Jasser, au nom du Groupe de coordination arabe (GCA), s'est engagé à soutenir le programme de restauration des terres de la CLD. Il a souligné que les investissements de la BIsD et du GCA joueront un rôle essentiel dans la mobilisation de fonds pour soutenir une action mondiale coordonnée.

Astrid Schomaker, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique (CDB), a souligné la nécessité de trouver des financements auprès de sources diverses pour faire face à la triple menace des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution. Elle a appelé à réformer les subventions et mettre en place des incitations fiscales.

Khalid Al-Falih, Ministre de l'investissement d'Arabie saoudite, a appelé à : définir une vision claire et unifiée pour la préservation des terres et des eaux ; un cadre politique clair ; inspirer les parties prenantes et coordonner les actions ; rassembler les partenaires locaux et internationaux pour relever les défis communs ; et mobiliser les financements.

Gelsomina Vigliotti, Vice-Présidente de la Banque européenne d'investissement (BEI), a mis l'accent sur les partenariats pour des pratiques foncières durables, sur le rôle des peuples autochtones et des communautés locales, sur les cadres de paiement pour services écosystémiques, sur les instruments de réduction des risques et sur la mobilisation de financements qui contribuent aux trois Conventions de Rio.

Valerie Hickey, Directrice générale en charge de l'environnement à la Banque mondiale, a souligné l'importance des budgets publics nationaux, des capitaux privés et de la simplification de l'accès au financement international. Soulignant que 635 milliards USD sont dépensés chaque année pour subventionner l'utilisation d'engrais, elle a préconisé que le financement soit plutôt utilisé pour soutenir les actions des agriculteurs visant à réduire la dégradation des terres et à améliorer la sécurité foncière et la santé publique.

Dans les déclarations ministérielles, de nombreux points ont été mis en avant : la simplification de l'accès au financement, la nécessité d'un financement basé sur des subventions, les obligations vertes, les partenariats public-privé, un soutien financier et un transfert de technologies renouvelés, les synergies entre les Conventions de Rio, les avantages des partenariats et des mécanismes de financement existants ; la nécessité de stratégies de financement solides à long terme ; la mise en place de cadres pour des politiques collaboratives ; un instrument juridiquement contraignant sur la sécheresse dans le cadre de la CLD ; et la réaffectation des subventions.

Impacts de la dégradation des terres et de la sécheresse sur les migrations forcées, la sécurité et la prospérité : Le dialogue de l'après-midi a été coprésidé par Adrian Ryan Forde, Ministre de l'environnement et de l'embellissement national, de l'économie verte et bleue de la Barbade, et Hugo Alfonso Morán Fernández, Secrétaire d'État espagnol à l'environnement.

Dans son discours d'ouverture, Adel bin Ahmed Al-Jubeir, Ministre d'État aux Affaires étrangères et envoyé de l'Arabie saoudite pour le climat, a souligné que la dégradation des terres et la sécheresse n'affectent pas seulement les populations et les pays aux climats et paysages arides, mais tout le monde sur Terre. Il a souligné les initiatives de l'Arabie saoudite visant à restaurer ou à réduire la dégradation des terres de 50% d'ici 2040.

Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CLD, a attiré l'attention sur la corrélation entre la dégradation des terres, les migrations forcées et les conflits. Soulignant que 40% des conflits interétatiques sont liés à des litiges autour des ressources naturelles telles que la terre, les minéraux et l'eau, il a encouragé les acteurs à se concentrer sur les causes profondes des conflits.

Baaba Maal, Ambassadeur de bonne volonté de la CLD, a évoqué ses expériences de discussion avec des personnes confrontées à la dégradation des terres, à la sécheresse et à la famine, qui entraînent des migrations forcées à travers des régions dangereuses. Il a partagé des histoires d'impressionnants travaux menés par des associations de femmes et de jeunes porteurs d'espoir et de projets pour leurs régions, en appelant à un plus grand soutien pour ces groupes au niveau local.

Carlos Andrés Alvarado Quesada, ancien Président du Costa Rica, a rappelé aux participants que nous vivons à une époque de complexité et que les récits utilisés pour encadrer les problèmes et les solutions ont tendance à simplifier la réalité. Il a averti que le fait de ne pas comprendre le lien entre la dégradation des terres, la désertification et les migrations conduirait à de faux débats et à de fausses solutions. Il a exhorté les acteurs à placer les populations au centre du débat, à assurer un financement approprié pour améliorer la qualité des terres ou permettre aux personnes de se déplacer dans la dignité, et à aborder ces discussions avec empathie.

Ugochi Daniels, Directeur général adjoint des opérations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a

mis en exergue la Déclaration de Kampala sur les migrations, l'environnement et les changements climatiques, ainsi que l'Appel de Bakou sur l'action climatique pour la paix, l'aide et le relèvement, comme des exemples de cadres puissants pour relier entre elles les questions liées aux migrations, aux changements environnementaux et à la paix.

Les ministres ont souligné comment l'aggravation des changements climatiques, la désertification, la destruction des terres et la pénurie d'eau ont conduit à des migrations internes et internationales forcées. Ils ont également illustré comment la DDTs et les inondations constituent une menace pour la sécurité alimentaire et conduisent à une urbanisation croissante. Certains ont exposé la dégradation accrue des terres et la pénurie d'eau en raison de l'afflux de migrants dans leur pays et la manière dont cela constitue une menace pour la sécurité nationale. Plusieurs ministres ont souligné que les conflits armés peuvent également accroître le risque de dégradation des terres, saper les capacités agricoles et forcer les migrations.

D'autres ont illustré leurs efforts visant à restaurer les paysages afin de réduire les migrations, d'améliorer la résilience climatique et de créer des moyens de subsistance durables. À cet égard, un ministre a souligné que la restauration naturelle est un investissement rentable, affirmant que pour chaque euro investi, vous en recevez huit en retour. Un autre a souligné que les pays occidentaux aux économies capitalistes sont à l'origine de la crise climatique et de la destruction de l'environnement, et a appelé à une nouvelle approche civilisationnelle pour protéger la nature.

Beaucoup ont appelé à une action collective mondiale en faveur des communautés vulnérables et marginalisées, ainsi qu'à une démarche à 360° pour résoudre ces problèmes complexes et interconnectés. Parmi les exemples d'initiatives, on peut citer : les programmes pour les jeunes et les moyens de subsistance, le microfinancement d'activités d'agroforesterie dans les exploitations agricoles traditionnelles et le soutien aux économies locales pour renforcer la résilience des communautés ; les approches inclusives des systèmes alimentaires ; le développement de moyens de subsistance alternatifs ; les synergies entre les Conventions de Rio et d'autres accords environnementaux ; et l'exploitation des connaissances locales et ancestrales.

Clôture du Segment de haut niveau : Les Coprésidents des dialogues ministériels ont brièvement résumé chacune des sessions. Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CLD, a annoncé que 141 ministres et vice-ministres ont participé. Il a également annoncé que le Partenariat mondial de Riyad pour la résilience à la sécheresse comptait désormais des promesses de dons pour plus de 3 milliards USD. Osama Ibrahim Faqeeha, Président de la CdP 16, a annoncé que la Déclaration politique de Riyad serait annexée au rapport de la CdP 16. Il a clôturé la réunion en remerciant les ministres pour leur participation active.

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Le Président du CRIC, Mirko Knežević (Monténégro), a appelé les Parties à apporter des contributions concernant : le rapport préparé par le Groupe de travail intergouvernemental (GTI) sur l'évaluation à mi-parcours du Cadre stratégique (2018-2030) ; la procédure de communication et d'évaluation ; et la garantie de la cohérence des données et la formulation de recommandations harmonisées à l'intention de la CdP.

Andrea Meza Murillo, Secrétaire exécutive adjointe de la CLD, a rappelé aux Parties que le CRIC constitue le « cœur

de la Convention » ou « les données orientent les décisions ». Notant que le tableau de bord des données de la CLD établi depuis la CRIC 21 a donné une image plus claire, elle a appelé les Parties à utiliser la CRIC 22 comme tremplin pour des actions transformatrices.

La Chine, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, soulignant que le tableau de bord des données de la CLD est un outil essentiel pour relever le défi de la DDTS dans la région, a indiqué que la région était prête à près de 58% à soumettre ses rapports nationaux, bien que certains pays aient rencontré des difficultés avec la complexité de la méthodologie nationale de soumission des données.

L'Angola, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné la nécessité d'augmenter les contributions financières et a exhorté les Parties à adopter un instrument juridiquement contraignant sur la sécheresse.

L'UE a souligné l'importance d'une série de résultats de la CRIC 21, notamment l'appel à améliorer le flux d'information, la transparence et la responsabilité grâce à l'établissement de rapports. Les délégués européens ont souligné que le succès ne dépendra pas des actions individuelles, mais de la force des partenariats mondiaux.

La Hongrie, au nom de l'ANNEXE DE MISE EN ŒUVRE POUR LA MÉDITERRANÉE DU NORD, a déclaré que bien que des progrès significatifs aient été réalisés vers la réalisation de la cible 15.3 des Objectifs de développement durable (ODD), il reste encore beaucoup à faire pour combler le déficit en matière de collecte de données, de rapports et de capacités nationales.

L'Arménie, au nom de l'ANNEXE DE MISE EN ŒUVRE POUR L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (ECO), a souligné l'importance de disposer de ressources financières adéquates, opportunes et prévisibles pour garantir que les Parties puissent s'acquitter rapidement de leurs obligations en matière de rapports. La Palestine, au nom du GROUPE ARABE, a appelé à une coopération mondiale, affirmant qu'un renforcement accru des capacités peut aider les communautés et les pays à prendre des décisions éclairées et à adopter des politiques progressistes.

La BOLIVIE et le VENEZUELA ont appelé à la mise en place d'un indicateur permettant de surveiller la sécheresse et ses impacts. Le BRÉSIL s'est engagé à adopter des objectifs volontaires pour atteindre la Neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) et a appelé les autres à faire de même.

Les ÎLES MARSHALL ont souligné les défis liés à la pénurie de terres et d'eau auxquels le pays est confronté, et ont mis en avant les efforts visant à réduire l'érosion des terres et les risques pour la sécurité alimentaire. Le BURUNDI a souligné que la dégradation des terres entrave le bien-être de son pays, avec plus de 90% de la population des zones rurales confrontée à une réduction de la fertilité des sols. Le TIMOR-LESTE a rapporté ses efforts pour recueillir des données sur l'état de dégradation des terres et a appelé à un soutien accru.

Le TOGO, le TURKMÉNISTAN et le LIBAN ont exprimé leurs regrets face au rythme de dégradation des terres qui entraîne une baisse de la fertilité des sols, des écosystèmes forestiers et des prairies dans ces pays, et le LIBAN a souligné la menace que cela représente pour la sécurité alimentaire. Le YÉMEN espère poursuivre sa trajectoire pour réhabiliter 20% du pays d'ici 2030, restaurer 90 000 hectares de terres dégradées et 1 million d'hectares de pâturages.

CUBA a appelé à progresser dans la mise en œuvre du Cadre stratégique à travers des approches transparentes, inclusives et innovantes. BAHREÏN a présenté l'approche adoptée par son pays pour atténuer la dégradation des terres, à travers une campagne de sensibilisation visant à reboiser, à étendre ses espaces verts et à réduire les pressions sur l'eau au moyen de son plan de gestion de l'eau.

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) ont appelé : à renforcer la participation des groupes en situation de vulnérabilité, notamment les femmes, les jeunes, les Peuples autochtones et les communautés locales ; à aligner les efforts de la CLD sur les objectifs des autres Conventions de Rio ; et à intégrer des données désagrégées provenant des indicateurs de NDT et des indicateurs de sécurité foncière.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : Le CRIC a adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux, y compris le calendrier de travail provisoire ([ICCD/CRIC\(22\)/1](#)). Un groupe de contact a été créé, animé par Alwin Dornelly (Sainte-Lucie).

Élection des dirigeants autres que la Présidence : Rodrigo Andrade Ramírez (Chili), Abduvokhid Zakhadullaev (Ouzbékistan) et Biljana Kilibarda (Monténégro) ont été élus Vice-Présidents de la CRIC 22.

Mise en œuvre effective de la Convention aux niveaux national, infrarégional et régional: Examen du rapport de la CRIC à sa vingt et unième session : Le Secrétariat a présenté le document ([ICCD/CRIC\(22\)/3](#)). Le Rapporteur de la CRIC 21 a présenté le rapport de la CRIC 21 ([ICCD/CRIC\(21\)/11](#) et [ICCD/CRIC\(22\)/8](#)).

Les OSC ont réitéré les points de leur déclaration d'ouverture ci-dessus, en y ajoutant la nécessité de donner la priorité à la promotion de l'égalité de genre et de stimuler un soutien financier qui permette l'action locale et communautaire.

Comité de la science et de la technologie

Le Président du CST, Héctor Manuel Arias Rojo (Mexique), a exhorté les Parties à réfléchir à la nécessité de faire en sorte que les politiques et procédures guident des programmes efficaces. Andrea Meza Murillo, Secrétaire exécutive adjointe de la CLD, a encouragé les Parties à ne pas perdre de vue l'impact de leur travail et a félicité le CST pour le dur labeur entrepris.

L'Égypte, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a félicité le Comité d'avoir amélioré l'efficacité de l'interface science-politique (ISP) et a souligné l'achèvement du rapport sur la sécheresse. Il a appelé le Comité à reconnaître les organismes scientifiques régionaux et mondiaux, à améliorer les méthodologies de collecte de données et à soutenir l'intégration des savoirs autochtones.

La Hongrie, au nom de l'ANNEXE DE MISE EN ŒUVRE POUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE, a souligné l'importance de l'ISP pour s'engager, échanger des résultats scientifiques et renforcer les synergies avec la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en particulier sur la GDT. Il a appelé à l'établissement de l'ISP en tant qu'organisme permanent.

L'Iran, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a souligné la nécessité cruciale pour l'ISP de développer des approches fondées sur la science pour exploiter les meilleures connaissances

scientifiques disponibles, tout en incluant également les connaissances autochtones.

La Biélorussie, au nom de l'ANNEXE DE MISE EN ŒUVRE POUR l'ECO, a noté que pour atteindre l'ODD 15.3, les Parties à la CLD doivent élargir la portée de la Convention au-delà des terres arides, semi-arides et subhumides sèches afin de prendre en compte l'étendue complète des écosystèmes de la planète. Elle a suggéré d'élargir le programme de travail de l'ISP pour inclure également les experts en sciences sociales et économiques.

L'UE a exprimé son soutien aux faits démontrés scientifiquement, en approuvant toutes les initiatives qui renforcent le rôle de la science et de l'ISP. Le délégué a souligné que les connaissances scientifiques et l'ISP sont essentielles pour que les Parties adoptent des solutions localement et régionalement appropriées en matière de climat et de biodiversité.

La SYRIE a soutenu l'échange de connaissances scientifiques et a salué les efforts de l'ISP dans la préparation de rapports scientifiques pertinents.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE a noté que la dégradation croissante des terres agricoles soumet les systèmes agroalimentaires à une pression sans précédent. Le délégué a déclaré que les approches participatives et intégrées en matière de gestion des terres et d'outils de restauration sont essentielles pour améliorer la sécurité alimentaire et faire progresser les systèmes durables d'utilisation des terres.

Les ÉTATS-UNIS ont souligné l'importance de la représentation scientifique, en affirmant qu'« il y a énormément de données scientifiques dans cette Convention qui ne sont pas prises en compte dans le CST ». La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a souligné que ceux qui n'ont pas accès à l'information scientifique sont confrontés à davantage de difficultés, soulignant l'importance de s'engager dans la recherche participative.

Les OSC ont appelé les Parties à élaborer des stratégies fondées sur des données probantes et adaptées aux contextes locaux à l'échelle des paysages ou des systèmes territoriaux, et à garantir la participation de toutes les parties prenantes concernées. Les PEUPLES AUTOCHTONES ont reconnu les avancées de la science et des technologies occidentales dans la lutte contre la dégradation et l'accapement des terres, en ajoutant toutefois que cela ne devrait pas porter atteinte à la valeur des connaissances, des innovations, des sciences et des technologies des Peuples autochtones.

Questions découlant du programme de travail de l'Interface science-politique pour l'exercice biennal 2022-2024 : Données probantes sur les systèmes d'utilisation durable des terres et leur potentiel pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse : Le Secrétariat a présenté le rapport ([ICCD/COP\(16\)/CST/10](#)). La Coprésidente de l'ISP, Nichole Barger (États-Unis), a invité les Codirectrices de l'ISP, Annette Cowie et Elisabeth Huber-Sannwald, à présenter leurs conclusions. Cowie a défini un système d'utilisation durable des terres (SLUS) comme une mosaïque dynamique d'utilisations intégrées des terres au sein d'un paysage, apte à équilibrer les nombreuses demandes, parfois concurrentes, qui pèsent sur les terres pour soutenir la durabilité environnementale, la viabilité économique et la justice sociale. Huber-Sannwald a élaboré sur les messages clés, notamment le fait que les SLUS doivent viser à soutenir la réalisation de la NDT, aider à atteindre plusieurs ODD,

être adaptés au lieu auquel ils ont vocation à s'appliquer, et qu'ils nécessitent un environnement propice.

En réponse à ces rapports, les Parties ont souligné l'importance de veiller à ce que les résultats des rapports du CST soient réalisables et applicables par chaque pays ; ont appelé à ce que le concept de gestion durable des terres soit pris en compte parallèlement à celui de SLUS ; ont appelé à l'élargissement des rapports de l'ISP, notamment en ce qui concerne l'opérationnalisation de l'objectif volontaire de NDT ; et ont exhorté à l'élaboration de stratégies culturellement pertinentes.

Données probantes sur les tendances historiques projections futures de l'aridité à l'échelle mondiale et régionale susceptibles de contribuer à l'expansion des zones arides et des populations affectées, et sur les approches d'adaptation : Le Secrétariat a présenté le document ([ICCD/COP\(16\)/CST/3](#)).

Sergio Vicente-Serrano (Espagne), Co-directeur de l'ISP, a présenté le rapport intitulé « *La menace mondiale du dessèchement des terres* », en affirmant que plus de 40,6% du territoire terrestre est classé dans la catégorie des zones arides. À l'échelle mondiale, 77,6% du territoire terrestre a connu un climat plus sec depuis 1990, avec 4,3 millions de km² de terres humides transformées en terres arides au cours des 30 dernières années. Il a indiqué que les changements climatiques d'origine humaine sont probablement responsables de ces tendances.

Narcisa Pricope (États-Unis), Co-directrice de l'ISP, a décrit les impacts associés à l'aridité, notamment le retard de croissance et la malnutrition infantile, en affirmant que le monde devra faire face à une quantité d'eau considérablement moindre au cours des 70 prochaines années. En ce qui concerne les recommandations sur la manière de s'adapter à l'aridité, elle a cité : l'évaluation des vulnérabilités à l'aridité ; et la mise en œuvre de conditions et d'actions propices à l'adaptation.

Les délégués ont participé à une discussion sur : les approches holistiques des stratégies de résilience ; l'établissement d'une approche intégrée de la terre, de l'eau et du sol pour soutenir des systèmes agroalimentaires robustes ; et la nécessité de relier les recommandations de l'ISP à d'autres recommandations de la Convention.

Dans les couloirs

Le rythme est resté soutenu ce mardi, le CRIC et le CST plongeant dans le vif des questions ayant trait à la mise en œuvre de la Convention et à la recherche qui la sous-tend. Le niveau élevé de participation aux dialogues ministériels semble indiquer, espérons-le, qu'un élan est en train de se créer autour des questions situées au cœur de la Convention.

Dans les Comités, les problèmes qui bouillonnaient sous la surface ont rapidement éclos au grand jour. Certains délégués ont par exemple déploré l'introduction de nouveaux termes et définitions, en marmonnant à voix basse que « la marmite est en train de déborder ». Les discussions informelles sur l'opportunité d'étendre ou non le champ d'application de la Convention au-delà des terres arides, semi-arides et subhumides sèches ont suscité l'exaspération et ont clairement divisé les opinions. La proposition d'introduire les pâturages et les prairies en tant que nouvelle problématique suscite chez certains la crainte que cela ne mette de côté les problématiques existantes. Selon les mots d'un délégué africain : « Nous n'avons même pas atteint la ligne d'arrivée en matière de sécheresse ! » Le ragoût va donc s'épaissir dans les prochains jours, lorsque les groupes de contact entameront des débats qui risquent d'être longs.